

# INSTRUCTION

N° 97-029-M0 du 27 février 1997

NOR : BUD R 97 00029 J

Texte publié au BOCP

## COMMUNICATION DES DÉCISIONS DES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS AUX COMPTABLES LOCAUX

### ANALYSE

Diffusion de la circulaire interministérielle du 24 janvier 1997

Date d'application : 27/02/1997

### MOTS-CLÉS

COLLECTIVITÉS ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX ; TRIBUNAL ADMINISTRATIF ;  
JURISPRUDENCE ; DÉCISION ; COMMUNICATION

### DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

### DOCUMENTS À ABROGER

Néant

### DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGP	TPG	DOM	RF	T								

### DIFFUSION

GT 13

*DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE*

*Sous-direction D - Bureau D3*

La présente instruction a pour objet de porter à la connaissance des comptables la circulaire interministérielle n° CD-0434 du 24 janvier 1997 concernant la communication des décisions des tribunaux administratifs aux comptables locaux.

LE DIRECTEUR DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique

LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA SOUS-DIRECTION D

PIERRE-LOUIS MARIEL

ANNEXE : Circulaire interministérielle n° CD-0434 du 24 janvier 1997

REPUBLIQUE FRANCAISE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES  
DIRECTON DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE  
BUREAU D3

---

24 JANVIER 1997

CD-0434

MINISTERE DE LA FONCTION  
PUBLIQUE,  
DE LA REFORME DE L'ETAT ET DE LA  
DECENTRALISATION

DIRECTION GENERALE  
DES COLLECTIVITES LOCALES

BUREAU DU CONTRÔLE DE LEGALITE  
ET DES AFFAIRES JURIDIQUES

LE MINISTRE DÉLÉGUÉ AU BUDGET,  
PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT

LE MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE,  
DE LA RÉFORME DE L'ETAT ET DE LA  
DÉCENTRALISATION

à

Mesdames et Messieurs les Préfets

Mesdames et Messieurs les Sous-Préfets

Mesdames et Messieurs les Trésoriers-Payeurs Généraux

Mesdames et Messieurs les Receveurs des Finances

**OBJET** : Circulaire interministérielle concernant la communication des décisions des tribunaux administratifs aux comptables locaux.

Par circulaires n° NOR/INT/B/162 du 23 juin 1987, NOR/INT/B/312 du 16 octobre 1989 et NOR/INT/B/95/41C du 7 février 1995, l'attention des Préfets a été appelée sur la nécessité de veiller à la bonne exécution des décisions de justice.

## ANNEXE (suite)

A cet égard, il est rappelé que les comptables des collectivités et établissements publics locaux, personnellement et pécuniairement responsables de la régularité des opérations de dépenses conformément aux textes organisant la comptabilité publique, ne peuvent mettre en paiement des dépenses assises sur des décisions non exécutoires.

Or, les dispositions relatives à la notification des jugements par les tribunaux administratifs, comme des évolutions réglementaires récentes sur l'acquisition du caractère exécutoire des marchés publics, peuvent conduire les comptables à ne pas s'opposer au paiement de certaines dépenses et à engager leur responsabilité personnelle et pécuniaire alors même qu'ils ne sont pas en mesure d'exercer ce contrôle.

Une jurisprudence récente de la Cour des comptes confirme cette possibilité (CC 26 mars 1992, 4ème chambre, COUSTURIAN).

Visant à parfaire le respect des décisions de justice et à assurer la protection de la responsabilité des comptables, la présente circulaire a pour objet d'instaurer la communication systématique par les préfets aux comptables des décisions qui affectent le caractère exécutoire des actes des collectivités locales :

- les jugements des tribunaux administratifs,
- les déférés préfectoraux accompagnés d'une demande de sursis à exécution pour les marchés publics.

A cet effet, elle rappelle le régime de la responsabilité personnelle et pécuniaire des comptables (I) et les conditions d'acquisition et de perte du caractère exécutoire des actes administratifs des collectivités et établissements publics locaux (II) avant d'organiser l'information des comptables (III).

### **I. La responsabilité personnelle et pécuniaire des comptables publics.**

Elle résulte de l'article 60 de la loi de finances n° 63-156 du 23 février 1963 et des dispositions du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique.

## ANNEXE (suite)

L'article L 1617-2 du code général des collectivités territoriales dispose que le comptable public ne peut soumettre les actes de paiement qu'au contrôle de légalité qu'impose l'exercice de sa responsabilité personnelle et pécuniaire.

Pour exercer ce contrôle, le comptable doit vérifier que les pièces justificatives prévues par le décret n° 83-16 du 13 janvier 1983 modifié sont bien produites à l'appui du mandat de paiement. De même, il lui appartient de veiller à la régularité formelle des pièces justificatives transmises par un ordonnateur sous peine de voir sa responsabilité engagée au sens des articles 11, 12 et 13 du décret du 29 décembre 1962.

Les comptables ne peuvent donc procéder à des paiements ou au recouvrement d'ordres de recettes que sur le fondement d'actes exécutoires. De plus, l'article 8 de la loi n° 94-504 du 22 juin 1994 codifié à l'article L 1617-3 du code général des collectivités territoriales leur interdit désormais de déférer à une réquisition pour honorer un mandat afférent à un acte non revêtu du caractère exécutoire.

Ainsi, dès lors que des décisions de juridictions financières ou des déférés préfectoraux, accompagnés d'une demande de sursis à exécution, à l'occasion de marchés publics, sont susceptibles d'avoir des incidences sur le caractère exécutoire des actes fondant les dépenses publiques, il convient que les comptables publics en soient informés sans délais.

## **II. Le caractère exécutoire des actes des collectivités et des établissements publics locaux.**

### 1/ Acquisition du caractère exécutoire

Les comptables locaux, avant de procéder au paiement des dépenses des collectivités et établissements publics locaux, doivent s'assurer que les décisions jointes à l'appui des mandats ont acquis un caractère exécutoire.

L'acquisition du caractère exécutoire, pour les actes des collectivités et établissements publics locaux, fait l'objet des dispositions des articles L 2131-1 et L 2131-5 du code général des collectivités territoriales. Les modalités de cette acquisition varient selon que les actes sont transmissibles ou non au représentant de l'Etat.

## ANNEXE (suite)

Les actes non soumis à l'obligation de transmission sont exécutoires de plein droit dès qu'ils sont publiés ou notifiés, alors que les actes soumis à cette obligation deviennent exécutoires à la double condition d'avoir été avant leur remise au comptable, publiés ou notifiés et transmis au Préfet ou à son délégué dans l'arrondissement.

La preuve de cette transmission peut être apportée par tout moyen. Elle est généralement attestée par la date de réception de l'acte à la préfecture ou à la sous-préfecture. Le caractère exécutoire peut également résulter d'une attestation établie par l'ordonnateur. Cette certification consiste à attester que la publication ou la notification ainsi que la transmission au préfet ou au sous-préfet ont été effectuées, ou pour les actes non transmissibles, que la publication ou la notification de la décision est intervenue.

## 2/ Perte du caractère exécutoire

Un acte devenu exécutoire peut perdre ce caractère principalement pour deux raisons:

- suite au retrait de l'acte par la collectivité ou l'établissement public local,
- suite à une décision de justice octroyant le sursis à exécution ou annulant l'acte.

En outre, il convient de rappeler l'article L 2131-6 du code général des collectivités territoriales qui affecte le caractère exécutoire des actes d'urbanisme, des marchés et des délégations de service public.

En effet, aux termes de cet article, toute demande de sursis à exécution déposée par le préfet ou le sous-préfet dans les 10 jours à compter de la réception d'un marché public ou d'un contrat de délégation de service public provoque la perte du caractère exécutoire de ce dernier.

En revanche, si le tribunal ne s'est pas prononcé dans le délai d'un mois, le marché ou le contrat de délégation de service public redevient exécutoire et le comptable n'est plus fondé à refuser les paiements au motif que le marché ne serait pas exécutoire.

Dans ces conditions, l'acte annulé ou dont le sursis à exécution a été prononcé, n'étant plus régulier en la forme, le comptable doit suspendre le paiement de la dépense dont il constituait la justification.

A cet effet, il doit en être informé.

ANNEXE (suite et fin)

### **III. Le dispositif d'information des comptables locaux.**

Les services financiers n'étant pas destinataires des décisions des tribunaux administratifs au sens de l'article R. 211 du code des tribunaux administratifs, il convient de mettre en place un dispositif d'information des comptables.

En ce sens, il appartient aux préfets, s'ils sont destinataires de jugements susceptibles d'avoir une incidence financière, de communiquer aux trésoriers-payeurs généraux et aux receveurs des finances, à charge pour ces derniers d'en informer les comptables locaux concernés, les décisions de l'espèce rendues par les tribunaux administratifs.

Par ailleurs, eu égard aux dispositions de l'article L 2131-6 du code général des collectivités territoriales précité, il convient d'informer également les trésoriers-payeurs généraux et les receveurs des finances des demandes de sursis à exécution accompagnant les déférés relatifs aux marchés publics et aux délégations de service public.

Pour cela, la simple transmission d'un exemplaire du déferé et de la demande de sursis à exécution accompagnée de la copie de l'accusé de réception du greffe du tribunal permettra au comptable d'identifier l'acte concerné.

Nous vous prions de bien vouloir apporter une attention toute particulière à la mise en oeuvre de ces dispositions qui, au-delà de la seule responsabilité des comptables, conditionnent la parfaite exécution des décisions de justice afférentes aux collectivités locales.

Le Directeur de la Comptabilité Publique

Le Directeur Général des Collectivités Locales

Michel GONNET

Michel THENAULT